

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA DIRECTION DE LA SNTF ET LA FNC

Les cheminots obtiennent gain de cause

Le conseil d'administration de la SNTF, qui s'est réuni jeudi matin, a donné son aval pour l'octroi du rappel de l'augmentation salariale arrachée par les cheminots en septembre 2009. Mais la SNTF, qui souffre déjà d'un découvert bancaire de 6 milliards de dinars avec une dette de 15 milliards de dinars gelée, n'a pas encore eu l'accord de la BNA pour le virement bancaire.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Après deux réunions consécutives tenues dans la matinée de ce jeudi, la direction de la Société nationale du transport ferroviaire s'est réunie tard en fin d'après-midi avec les membres du bureau de la Fédération nationale des cheminots, en présence d'un représentant du SG de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, pour la signature d'un protocole d'accord. Il a fallu plus de deux heures de négociations pour convenir d'un accord commun.

Le virement du rappel à l'origine de la grève entamée dimanche dernier par les cheminots, de l'ordre de 75 milliards

de centimes, sera effectué en deux tranches, en novembre et décembre prochains.

De son côté, le partenaire social s'est engagé à assurer le transport par voie ferroviaire de la marchandise le jour même à partir de minuit et la reprise du transport des voyageurs dès les premières heures de la matinée d'hier vendredi. Mais si le conseil d'administration de la SNTF a donné son aval pour l'octroi du rappel en question, ce qui a conduit à la signature d'un protocole d'accord entre les deux parties, la Banque nationale d'Algérie ne s'est pas encore officiellement prononcée sur la possibilité d'un virement bancaire de l'ordre de 75 mil-



Reprise du transport des voyageurs.

liards de centimes, en deux tranches.

D'autant plus que la SNTF souffre déjà d'un découvert bancaire de plus de 6 milliards de dinars et d'une dette de 15 mil-

liards de dinars gelée depuis 2009.

Cet engagement aura ainsi permis à la SNTF de calmer la colère des cheminots et reprendre du service, mais la

balle reste dans le camp de la BNA. La Société nationale du transport ferroviaire a, à cet effet, un mois pour trouver les bons arguments.

M. M.

HANOUNE ET SIDI SAÏD L'ONT VERTEMENT CRITIQUÉ

Haro sur le système des quotas

D'une même voix, le patron de l'UGTA et la secrétaire générale du Parti des travailleurs ont critiqué le système des quotas censé encourager la présence des femmes dans la sphère publique.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Sidi Saïd et Louisa Hanoune étaient, jeudi, sur la même longueur d'onde. Prenant part à une rencontre syndicale, ils ont, tour à tour, tiré à boulets rouges sur le projet de loi qui a déjà provoqué tant de remous à l'Assemblée nationale.

Sidi Saïd, qui présidait les travaux de la rencontre, considère que le débat

autour du quota était «dépassé», s'interrogeant «pourquoi a-t-on décidé d'octroyer un taux de 33 % aux femmes sur les listes électorales ? Pourquoi pas plus, pourquoi pas moins ? A quelle logique cela répond-il ?». Réponse du patron de l'UGTA : le débat autour de ce chiffre est «faux» et ne devrait même pas avoir lieu car, dira-t-il, «on peut octroyer aux femmes le taux que l'on veut sans lui accorder le droit de participer vraiment à la vie syndicale ou politique. A l'UGTA, nous avons dépassé le concept de quota pour le remplacer par celui de la présence effective». Louisa Hanoune, invitée à prendre la parole au cours de cette

même rencontre, a abondé dans le même sens. La secrétaire générale du PT qualifie l'actuel débat de «tardif» et de «faux». Tout ce qu'aura réussi ce débat à faire, c'est de révéler la nature des partis politiques. Précisions de Hanoune : «Nous ne sommes pas en guerre contre les quotas mais le débat est biaisé et les propositions en deçà des attentes.»

La numéro un du Parti des travailleurs a soutenu qu'elle votera contre la proposition visant à réduire la représentativité de 33 à 20 % et avertit que le projet en cours de discussion avait favorisé «le clientélisme au féminin».

Des positions affirmées devant un parterre de femmes syndicalistes à qui M^{me} Grangaud du Cidef apprendra que le taux de présence des femmes dans la sphère politique était insignifiant, chiffres à l'appui.

N. I.

ELLE A FORTEMENT DÉNONCÉ SON EXÉCUTION

La SG du PT pleure El Kadhafi

Pour la secrétaire générale du Parti des travailleurs, c'est l'Otan qui a repéré El Kadhafi et chargé les révolutionnaires de le liquider, de peur qu'il ne dévoile des secrets, qu'ils ont enterrés avec lui.

«Pourquoi n'a-t-on pas jugé El Kadhafi ? A-t-on eu peur qu'il révèle les financements clandestins qu'il a assurés à certains présidents occidentaux en poste... Je pense qu'il avait beaucoup de choses à dire sur leur compte et c'est pour cela qu'ils ont d'ailleurs choisi la voie la plus facile et la plus lâche pour enterrer à jamais leurs bourdes avec lui», a-t-elle clamé.

Par ailleurs, abordant l'actualité nationale, Louisa Hanoune s'en est, encore une fois, pris à l'Assemblée populaire nationale, plus particulièrement les députés FLN. Elle voit dans leur manœuvre d'annuler le texte obligeant les ministres à démissionner trois mois avant les échéances électorales, une entrave aux réformes politiques engagées par le président de la République.

M. M.

MOHAMED SAÏD, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PLJ :

«L'Algérie doit prendre en compte ce qui se passe à ses frontières»

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) a rassemblé, hier, à Chéraga, ses responsables locaux dans le cadre de la préparation de son congrès constitutif.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Mohamed Saïd, secrétaire général du PLJ, est revenu sur la situation politique qui prévaut actuellement en Algérie et dans le monde arabe. «Notre rencontre coïncide avec deux événements d'une grande importance qui se déroulent actuellement dans les pays du Maghreb. Jeudi, une ère politique nouvelle a débuté en Libye suite à la mort de son ancien dirigeant, Mouamar Kadhafi. Dimanche, c'est également une nouvelle ère qui débute

en Tunisie à travers l'élection d'une Assemblée constitutive. En Algérie, dans quelques jours, nous célébrerons le 49^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Ces trois événements ont pour dénominateur commun le changement», a déclaré Mohamed Saïd. Selon lui, l'Algérie ne peut rester en marge du mouvement dans le monde arabe, mais aussi dans plusieurs pays occidentaux.

«L'Algérie doit prendre en compte ce qui se passe à ses

frontières. Ces changements ne visent pas uniquement le monde arabe mais aussi de nombreux pays à travers le monde. Voyez ce qui s'est produit récemment lors des marches organisées par le mouvement des Indignés. Il ne nous reste plus qu'à espérer que les réformes du président Boutefflika, bien que lancées en retard, auront des effets bénéfiques.»

Abordant la question de la légalisation de son parti, Mohamed Saïd a dénoncé les faux-fuyants de «certains responsables». «L'argument utilisé par certains responsables pour ne pas agréer notre for-

mation serait qu'il y aurait trop de partis politiques en Algérie. C'est totalement faux, le constat que je fais est qu'il y a trop de médiocrité sur la scène politique. Aujourd'hui, nous demandons juste l'agrément du Parti de la liberté et de la justice dans le cadre des dispositions de l'actuelle loi sur les formations politiques», lancera-t-il.

Mohamed Saïd ne manquera pas de s'en prendre à Yazid Zerhouni, «ministre de l'Intérieur qui, du fait de son parcours professionnel, a développé une allergie aux partis politiques».

T. H.